

de la région métropolitaine de Toronto et du gouvernement de l'Ontario, le syndicat a chargé des experts-conseils d'étudier la faisabilité d'une prise de contrôle de l'entreprise par les travailleurs ainsi que les gammes de produits qu'il est possible d'envisager. Ces efforts n'ont pas donné les résultats escomptés et l'usine a fermé en novembre 1989.

- À Cornwall, en Ontario, les employés de **Marimac**, un fabricant de tentures, essaient de prendre le contrôle de l'usine dont la fermeture est prévue pour février 1990.
- La direction de **Ricwil Limited**, un fabricant de tuyaux isolés de St. Thomas, en Ontario, négocie avec le siège social situé en Ohio en vue de créer une nouvelle société canadienne indépendante qui rouvrirait l'usine.

### 3.1 L'HARMONISATION ET LA SOUVERAINÉTÉ

Certains pays commencent à se rendre compte que le meilleur moyen de réagir aux crises est en faveur d'une reconstruction mondiale et à l'interdépendance croissante des économies nationales, que nous rappelons brièvement brièvement dans le présent chapitre, est de prendre des mesures conjuguées. La théorie économique classique dit que l'avantage comparatif détermine ce qui est produit, à quel endroit et ce qui, par conséquent, fera l'objet d'échanges et que la diversité des structures industrielles et du commerce à l'échelle des différentes zones les facteurs de production que possèdent les pays et il est démontré pas moins que les gouvernements jouent aujourd'hui également un rôle important dans ce domaine.

De nombreuses politiques gouvernementales peuvent avoir des répercussions sur la compétitivité des entreprises qui gèrent leurs affaires. Par exemple, des politiques de salaires minimaux élevés dans une région peuvent pousser les entreprises qui ont besoin d'une main-d'œuvre peu qualifiée à aller s'installer ailleurs, alors que de faibles salaires de subsistance et de compétences inciteront les entreprises de haute technologie ou de recherche à s'installer dans des régions où le main-d'œuvre est plus qualifié. Les différences entre les politiques en matière d'investissement et de fiscalité, dans le règlement des litiges à la suite de la sécurité et dans les règles de propriété intellectuelle font qu'il est plus difficile pour une entreprise qui cherche à maximiser son rendement de décider où s'installer.

Qu'un pays soit ou non en situation de libre-échange avec certains ou avec l'ensemble de ses partenaires commerciaux, tous les pays pour lesquels le commerce est important, sont soumis à des pressions voulant qu'ils harmonisent les politiques qui ont des répercussions importantes sur le monde des affaires, ou que l'effet de ces politiques soit corrigé. Un réseau de libre-échange ne fait qu'intensifier les pressions, surtout dans les secteurs qui n'ont pas d'avantages économiques naturels comme des ressources naturelles ou énergétiques abondantes où les coûts de transport sont élevés. L'harmonisation du marché ouvert de politiques parallèles d'affaires, mais, en même temps, il accroît les pressions de la concurrence.

À mesure que s'élargit le champ des environnements politiques qui s'applique aux entreprises, les pressions en faveur de l'harmonisation des politiques gouvernementales s'intensifient. Les gouvernements peuvent répondre à ces pressions a) en adoptant des normes internationales dictées par les marchés dans la tendance à relever le plus souvent automatiquement ou parfois violemment à l'incidence des objectifs nationaux des États; b) en négociant des accords de collaboration; c) ou en ayant recours à des mesures protectionnistes pour maintenir l'avantage ou